



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/4
24 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1996
6-9 février 1996

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION

Rapport de la vingt-neuvième série de réunions communes du Comité
du programme et de la coordination et du Comité administratif de
coordination, tenue le 16 octobre 1995

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 9	2
EXPOSÉ SUCCINCT DU PRÉSIDENT	10	3

INTRODUCTION

1. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) et le Comité administratif de coordination (CAC) ont tenu leur vingt-neuvième série de réunions communes au Siège de l'ONU le 16 octobre 1995, sous la présidence de M. Valeriu Tudor (Roumanie), Président du CPC.
2. L'ordre du jour provisoire annoté des réunions communes (E/1995/121) a été adopté; il comprenait le point intitulé "Coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté".
3. Les participants étaient saisis d'un document d'information sur cette question (E/1995/120), établi par l'ONU.
4. Dans sa déclaration liminaire, le Président a souligné les avantages de l'adoption d'une approche de la coordination fondée sur une répartition appropriée des tâches entre les différents organismes des Nations Unies, qui contribuerait à accroître l'efficacité par rapport aux coûts et à améliorer la prestation de l'assistance. Il a noté que la coordination des activités entreprises pour lutter contre la pauvreté constituait un défi majeur pour le système des Nations Unies.
5. Constatant que la pauvreté existait depuis la nuit des temps, le Président a souligné qu'il fallait trouver un remède à long terme qui donne aux gens les moyens de répondre à leurs propres besoins. Il a attiré l'attention sur le document d'information, qui présentait l'élimination de la pauvreté comme un objectif de développement prioritaire du système des Nations Unies bénéficiant de l'appui de la communauté internationale.
6. Le Président a noté toutefois que, comme il est dit dans le document d'information, un long chemin restait à parcourir avant que le système dans son ensemble ne poursuive une approche vraiment cohérente vis-à-vis de l'élimination de la pauvreté. Le fait que la pauvreté continuait à faire des victimes prouvait regrettablement que la coordination entre les activités des organismes des Nations Unies n'était pas adéquate. Le Président a par conséquent invité les participants aux réunions communes à formuler, à l'issue d'un échange de vues franc et sincère, des conclusions et recommandations qui permettraient à des centaines de millions de personnes de vivre dans la dignité et de façon conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme.
7. Le Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable a déclaré que si l'élimination de la pauvreté se trouvait depuis de nombreuses années au coeur de l'agenda pour le développement, le moment présent était particulièrement opportun pour améliorer systématiquement les efforts concertés menés pour lutter contre la pauvreté. Le Sommet mondial pour le développement social avait défini des engagements nationaux et internationaux concernant l'élimination de la pauvreté à remplir selon un calendrier déterminé, et des stratégies nationales devaient être élaborées dans le cadre de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté (1996).
8. Il a ajouté que les activités des organismes des Nations Unies devaient être intégrées à celles des gouvernements, des organisations non

/...

gouvernementales et de la société civile. La coordination des activités entreprises par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté exigeait trois éléments clefs :

- a) Une définition du concept de la pauvreté qui ne soit ni trop large ni trop étroite;
- b) Une interprétation commune des objectifs à atteindre;
- c) Une synergie sur le terrain.

9. Au cours des réunions communes, des déclarations ont été faites par les représentants des organismes et des pays suivants : Programme des Nations Unies pour le développement, Allemagne, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Égypte, Fonds international de développement agricole, Pays-Bas, Fonds des Nations Unies pour la population, États-Unis d'Amérique, Organisation internationale du travail, Canada, Banque mondiale, Inde, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, France, Programme alimentaire mondial, Bénin, Fonds monétaire international, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Japon, Chine, Brésil, Sénégal, Mexique, Cuba, Togo et Argentine. Des déclarations ont également été faites par les observateurs de l'Espagne (au nom de l'Union européenne) et de l'Algérie.

EXPOSÉ SUCCINCT DU PRÉSIDENT

10. Les participants aux réunions communes ont décidé que les conclusions de leurs travaux devraient être présentées par le Président sous la forme d'un exposé succinct, qui est reproduit ci-après.

Compte tenu des avantages comparatifs de divers organismes des Nations Unies, les participants aux réunions communes ont concentré leur attention sur la promotion de la coordination à l'échelle du système, afin d'identifier les lacunes, les doubles emplois ou les chevauchements d'activité et de maximiser la qualité et la quantité de l'assistance fournie à l'appui des efforts menés par les gouvernements pour éliminer la pauvreté. Les participants ont considéré que le cadre à l'intérieur duquel devraient s'inscrire cette coordination organique et les efforts de coopération du système des Nations Unies avait été défini par les résultats de récentes conférences internationales; en particulier, l'alinéa a) de l'engagement 2 de la Déclaration de Copenhague sur le développement social prévoyait la formulation ou le renforcement de politiques et stratégies nationales visant à réduire considérablement toutes les formes de pauvreté dans le laps de temps le plus court possible et à éliminer l'extrême pauvreté avant une date que chaque pays se fixerait lui-même comme objectif.

Les participants aux réunions communes ont été informés de la décision prise par le CAC à sa seconde session ordinaire de 1995 (12 et 13 octobre 1995) de créer des équipes de travail interorganisations chargées de donner suite de manière intégrée aux récentes conférences

/...

mondiales. Les membres du CAC ont également informé les participants des activités entreprises et des mécanismes de coordination mis en place dans le domaine de la pauvreté, en particulier dans le cadre du suivi du Sommet mondial pour le développement social. Ils sont convenus, que compte tenu du caractère plurisectoriel du problème que pose l'élimination de la pauvreté, aucune organisation ne pourrait le résoudre isolément, et qu'il fallait mettre au point des stratégies faisant intervenir les différentes organisations du système des Nations Unies. Il était essentiel de bien répartir les tâches entre celles-ci pour maximiser la coordination, et à cette fin, il fallait que l'importance du mandat de chaque organisation soit appréciée par tous les autres.

Les membres du CAC ont estimé que d'importants progrès avaient été réalisés au cours des dernières années par le système des Nations Unies, aussi bien au sein des différentes organisations qu'entre celles-ci. L'élimination de la pauvreté était un objectif prioritaire pour la plupart d'entre elles. La Banque mondiale appliquait activement la stratégie pour l'élimination de la pauvreté élaborée à la suite de la publication de son rapport de 1990 sur le développement dans le monde, et les prêts qu'elle consentait au titre de projets visant à éliminer la pauvreté avaient continué à augmenter. Le Fonds monétaire international (FMI) élaborait des stratégies pour intégrer les questions se rapportant à l'élimination de la pauvreté dans la conception des programmes économiques qui bénéficiaient de son appui. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait alloué des ressources à un fonds spécial que les coordonnateurs résidents pouvaient utiliser pour aider les pays à mettre au point des stratégies visant à éliminer la pauvreté dans un délai déterminé et avait également affecté 90 % de ses ressources de base à l'assistance aux pays ayant un revenu par habitant égal ou inférieur à 750 dollars des États-Unis. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) avait pris des mesures importantes dans le cadre du suivi du Sommet mondial pour les enfants, en particulier en concourant à l'élaboration de plus de 100 programmes d'action nationaux. L'initiative 20/20, telle qu'elle a été adoptée par le Sommet mondial pour le développement social, constituait un instrument utile pour poursuivre l'objectif de l'élimination de la pauvreté. L'assistance fournie par le Fonds international de développement agricole (FIDA) avait augmenté de 20 %, tandis que les dépenses d'administration du Fonds avaient été réduites de 18 %.

La Commission permanente pour l'atténuation de la pauvreté (CNUCED) avait attaché une importance croissante aux liens qui existaient entre l'atténuation de la pauvreté et le commerce international, et élaboré un ensemble de mesures intéressant le commerce et la pauvreté à la lumière des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. La question des incidences de la mondialisation et de la libéralisation pour les pays les moins avancés et autres pays à économie faible serait examinée à la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit avoir lieu en Afrique du Sud en avril et

/...

mai 1996. Prenant le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement comme cadre de travail, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) cherchait à résoudre le problème de l'élimination de la pauvreté en axant son assistance sur un groupe de pays à faible revenu et, à l'intérieur de ces pays, sur des groupes défavorisés dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, l'accent étant mis en particulier sur les femmes. Le mandat du Programme alimentaire mondial (PAM) portait à la fois sur les activités de secours et sur le développement : ses efforts de coordination englobaient tout l'éventail des activités correspondantes. C'est au cours de la phase des secours d'urgence, où l'objectif prioritaire est de sauver des vies humaines, que sont souvent jetées les fondations des futurs travaux de développement; mais les conditions nécessaires à l'instauration d'une coordination sont réduites dans les situations critiques, car les autres organismes de développement éprouvent alors des difficultés à exercer leurs activités et la préparation de nouveaux programmes exige un certain délai.

La lutte contre la pauvreté était l'un des trois objectifs prioritaires sur lesquels était axée l'activité de l'Organisation internationale du Travail (OIT). L'approche de l'OIT en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté étant fondée sur la conception de politiques et de programmes visant à créer des emplois productifs. Dans le cadre de ses activités relevant de la stratégie de l'éducation pour tous qui visent à promouvoir le développement social, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a récemment créé le Programme de gestion des transformations sociales pour assurer la centralisation des politiques et stratégies d'intégration sociale, en mettant l'accent en particulier sur la lutte contre l'exclusion sociale et la marginalisation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) renforçait ses fonctions normatives et sa capacité de conseil pour aider les pays à mettre au point des programmes d'élimination de la pauvreté, tout en redoublant d'efforts pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, en aidant à élargir l'accès des pauvres, notamment des femmes des zones rurales, aux ressources productives, en particulier la terre, et en favorisant l'adoption d'approches coordonnées vis-à-vis des programmes de lutte contre la pauvreté. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) coordonnait ses activités avec celles de la FAO, de l'OIT et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre autres, pour fournir une assistance en vue de promouvoir le développement rural, les petites et moyennes entreprises et les agro-industries, et d'améliorer la disponibilité de fournitures médicales et de services de santé. Les activités de l'ONUDI étaient axées sur l'Afrique et les pays les moins développés. Une attention particulière était accordée au renforcement de l'intégration des femmes dans le développement industriel. La pénurie de ressources constituait l'obstacle principal aux efforts de l'ONUDI. Le PNUD et la Banque mondiale avaient récemment créé des équipes de travail de

haut niveau sur les politiques de coordination de l'aide. Le PNUD, l'UNICEF et la Banque mondiale avaient également commencé à collaborer dans les domaines de la mesure et du contrôle de la pauvreté. On a noté que le coordonnateur résident était membre de droit des groupes consultatifs de la Banque mondiale.

Un certain nombre de membres du CAC ont signalé que des liens stratégiques avaient également été établis avec les institutions financières internationales et les banques régionales de développement.

Un membre du CAC a estimé que s'il était indispensable de poursuivre les efforts pour adopter une approche plurisectorielle coordonnée vis-à-vis du problème de l'élimination de la pauvreté, le coût de la coordination serait excessif si celle-ci nécessitait la tenue de nombreuses réunions et l'établissement de rapports à l'intention de nombreux organes intergouvernementaux. Il fallait par conséquent étudier de très près la valeur ajoutée par différents mécanismes de coordination. On a également fait observer, toutefois, que la coordination ayant pour objectif d'accroître l'efficacité et l'efficience, elle devrait se traduire par des économies.

Plusieurs membres du CPC se sont déclarés préoccupés par la parution tardive du document d'information, qui les avait empêchés d'étudier de manière approfondie le sujet choisi. Tout en notant les progrès qui avaient été réalisés dans le domaine de la coordination des activités entreprises par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté, les membres du CPC ont estimé qu'il fallait davantage d'informations sur les problèmes qui se posaient et les lacunes qui subsistaient à cet égard. On a proposé que pour les futures séries de réunions communes, les membres du CAC fournissent à l'avance des informations appropriées, notamment des diagrammes sur les instruments de coordination existants. On a également proposé que les programmes d'ajustement structurel soient pris en compte dans le cadre de l'examen des problèmes de la pauvreté.

Les membres du CPC ont rappelé le mandat que le Conseil économique et social avait donné aux réunions communes dans sa résolution 1988/64. Dans cette résolution, le Conseil avait décidé que les mesures propres à assurer, au niveau intergouvernemental et intersecrétariats, le suivi efficace des conclusions et recommandations des réunions communes devraient être portées à sa connaissance par l'intermédiaire du CPC. À cet égard, un certain nombre de membres du CPC se sont interrogés sur l'utilité des réunions communes, eu égard en particulier au renforcement du rôle du Conseil dans le domaine de la coordination du fait de la tenue, dans le cadre de sa session, d'un débat consacré spécifiquement aux questions de coordination. D'un autre côté, tout en reconnaissant que le CPC jouait un rôle important dans le suivi et la coordination de l'exécution des programmes, de nombreux membres ont estimé que c'était aux membres du CPC et du CAC eux-mêmes qu'il appartenait d'assurer l'utilité des réunions communes. Plusieurs membres du CPC ont

souligné qu'il avait été utile de consacrer les réunions communes à la coordination des activités entreprises par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté.

Les membres du CPC ont souligné l'importance fondamentale de l'élimination de la pauvreté; l'engagement pris par la communauté internationale de réaliser cet objectif avait été clairement exprimé au Sommet mondial pour le développement social. Il fallait davantage d'informations sur les activités entreprises par les différents organismes des Nations Unies et sur les lacunes au niveau de leur coordination. La vingt-neuvième série de réunions communes devrait aider le CAC à identifier les questions de coordination à l'échelle du système qu'il convenait de porter à l'attention du Conseil économique et social. Il semblait toujours y avoir des chevauchements entre les activités menées par les différents organismes des Nations Unies en vue d'éliminer la pauvreté, et il était nécessaire d'intégrer les activités de chaque organisation; la mise au point de la note de stratégie de pays constituait un pas dans cette direction. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II) apporterait une contribution importante aux efforts déployés au niveau international pour éliminer la pauvreté.

On a émis l'opinion qu'il fallait intégrer la question de l'élimination de la pauvreté dans le contexte du développement durable axé sur l'être humain. Un membre s'est interrogé sur la nécessité d'un programme conjoint concernant la pauvreté.

Des membres du CPC ont soulevé un certain nombre de questions au sujet des objectifs, du champ d'action, des rapports et du calendrier des travaux des équipes de travail interorganisations créées par le CAC. Quelques membres se sont demandés si les thèmes plurisectoriels que les équipes de travail étaient chargées d'étudier correspondaient pleinement à leurs visions des récentes conférences, notamment le Sommet mondial pour le développement social; d'autres ont estimé que la création des équipes de travail interorganisations n'était qu'un début et que cette initiative devait être développée. Des questions ont également été posées au sujet des mesures prises par les organismes et organes du système des Nations Unies pour réorienter leurs programmes en fonction des résultats du Sommet.

En réponse à ces questions, il a été noté que si le problème de la pauvreté se posait de façon différente dans chaque pays, il soulevait également dans tous les pays et dans toutes les régions, de même que dans tous les secteurs, un certain nombre de problèmes communs qui appelaient une coordination au niveau interorganisations, tels que la nécessité de politiques macro-économiques et sociales cohérentes et compatibles, la féminisation de la pauvreté et la nécessité d'assurer la participation de la société civile et des organisations non gouvernementales à la formulation des programmes d'élimination de la pauvreté. Les équipes de travail interorganisations, dont les activités devaient être coordonnées par des organismes chefs de file, avaient pour but de fournir des

directives opérationnelles et un appui à la coopération interorganisations sur le terrain, de façon à accroître la cohérence et l'efficacité de l'assistance fournie aux pays en développement pour les aider à résoudre les problèmes intersectoriels. Elles travailleraient sous l'égide du CAC et auraient des objectifs définis dans le temps.

On a également souligné qu'il fallait adopter une approche partant de la base qui fasse intervenir tous les acteurs, y compris la société civile et le secteur privé, et qui assure la participation des pauvres à la prise des décisions.

Conclusions

À l'issue des débats, on est parvenu aux conclusions générales ci-après :

a) L'élimination de la pauvreté est devenue un objectif prioritaire des activités des organismes des Nations Unies. Il convient de poursuivre la réalisation de cet objectif dans le cadre du suivi coordonné des conférences mondiales, en particulier du Sommet mondial pour le développement social. Les efforts visant à éliminer la pauvreté devraient être fondés sur les buts et plans de chaque pays. Le succès des efforts de coordination entrepris par les organismes des Nations Unies se mesurera donc au niveau des pays. Il convient de tenir pleinement compte du fait qu'un environnement international favorable est indispensable si l'on veut atteindre l'objectif de l'élimination de la pauvreté. Il faut identifier et évaluer les mesures pratiques permettant de renforcer la coordination au sein du système des Nations Unies. Il importe également de mobiliser des ressources adéquates et de les utiliser de manière efficace et rentable;

b) On a noté qu'à sa seconde session ordinaire de 1995 (12 et 13 octobre 1995), le CAC a créé trois équipes de travail interorganisations sur des questions étroitement liées à l'élimination de la pauvreté. Compte tenu du caractère plurisectoriel des thèmes examinés par les récentes conférences mondiales, ces équipes sont chargées des questions ci-après :

- i) Services sociaux de base pour tous (organisme chef de file : Banque mondiale);
- ii) Plein emploi et moyens d'existence à long terme pour tous (organisme chef de file : OIT);
- iii) Environnement favorable à un développement durable centré sur l'être humain (organisme chef de file : Banque mondiale);

c) Les participants aux réunions communes envisagent de créer une équipe de travail interorganisations axée sur les résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Une décision finale sera prise après l'examen de ces résultats par l'Assemblée générale;

d) Les membres du CPC comme ceux du CAC ont souligné qu'il convenait d'assurer une coordination efficace des travaux et d'en évaluer l'impact sur les pauvres, au niveau des pays;

e) Les efforts des organismes des Nations Unies doivent être intégrés avec ceux des gouvernements et des organisations non gouvernementales au niveau des collectivités et au niveau national. Le coordonnateur résident a un rôle clef à jouer sur le terrain pour assurer le suivi intégré des conférences, en organisant des groupes de travail thématiques et en veillant à ce que les équipes de travail et les programmes spécifiques répondent aux besoins définis sur le terrain;

f) Il a été convenu que des liens étroits devraient être établis entre les stratégies plurisectorielles suivies par diverses organisations, et que les instruments de coordination disponibles au niveau des pays devraient être utilisés au maximum pour accroître l'efficacité et l'impact des programmes de lutte contre la pauvreté.
